

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 27 (1980)
Heft: 10

Artikel: La protection civile suisse
Autor: Bise, Gabriel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-366882>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La protection civile suisse

Gabriel Bise
ancien adjoint scientifique OFPC

L'actualité régionale romande n'étant pas des plus fournies, j'ai le plaisir de faire paraître ci-après, sous forme d'un texte «à suivre», une intéressante étude sur «La protection civile suisse» de M. Gabriel Bise, professeur et ancien adjoint scientifique à l'Office fédéral de la protection civile, que je remercie vivement de sa grande amabilité.

Fribourg, septembre 1980

Charles Reichler
Président de la C.réd.-info USPC

I

Avant-propos

L'avenir et son mystère ont toujours torturé le cerveau des savants, préoccupé l'esprit des politiciens, hanté l'imagination du commun des mortels. Même aujourd'hui où les progrès de la science permettent à d'aucuns d'affirmer qu'on est à même de promouvoir ceux des avenir possibles que l'on souhaite et d'empêcher de naître ceux des avenir possibles que l'on redoute (Beaufre).

Pourquoi cette hantise de l'avenir? La réponse peut nous être livrée dans cette constante historique que le Conseil fédéral reconnaît au début de son rapport du 27 juin 1973 sur la politique de sécurité de la Suisse: d'une part, un effort de collaboration entre les Etats sur les plans économique, scientifique, technique et, d'autre part, la surveillance de tensions idéologiques, politiques et sociales qui ne laissent en rien présager cette paix mondiale à laquelle notre pays a toujours souscrit. Or, qui dit tension évoque inévitablement possibilité de confrontation, de conflit, de guerre enfin de quelque nature ce soit, la plus terrible des catastrophes, la plus stupide, la plus diabolique qui fait dire à ce héros de Giraudoux: «La guerre me semble la recette la plus sordide et la plus hypocrite pour égaliser les humains et je n'admet pas plus la mort comme châtiment ou comme expiation au lâche que comme récompense aux vivants.»

II

Mission de la protection civile dans le cadre de la défense du pays

La guerre, que ce soit celle de Clausewitz ou celle de Lénine, a toujours servi à imposer une volonté politique par la force. Jusqu'ici, on essayait de briser la volonté politique de l'adversaire en détruisant l'instrument de son pouvoir, soit l'armée, ou en l'affaiblissant psychologiquement de telle manière qu'il était forcé de se soumettre. Les armes de destruction massive et la guerre totale qui ne renoncent plus aux attaques dirigées contre les populations civiles offrent une nouvelle possibilité d'imposer une volonté politique par la menace d'actes de terrorisme et de violence psychique.

La nation attaquée, dépourvue de protection, est placée dans l'alternative soit de renoncer à sa propre volonté politique, soit de perdre la vie ou d'être anéantie physiquement en tant que peuple.

En effet:

1. Malgré les traités, toutes les conventions internationales, une nation peut disparaître de la surface du globe, en une minute, sans qu'il y ait de conflit armé engagé, au sens

classique du terme (acte d'un dément!).

2. Une nation peut être sévèrement touchée, sa population décimée, en cas de conflit armé général sans qu'elle soit elle-même engagée, uniquement par suite des retombées radioactives.
3. Une petite nation peut être attaquée par les moyens classiques sans qu'aucune grande nation fasse un geste pour elle: «On ne meurt plus pour Dantzig» (Tchécoslovaquie, Hongrie).
4. Une petite nation peut être attaquée par les armes classiques et les engins de destructions massives contre lesquels elle ne possède aucun moyen de représailles.
5. Une petite nation enfin peut disparaître par suite de la guerre froide, soit par le cancer intérieur de la subversion, soit par le chantage d'un puissant.

III

Historique de la protection civile

Durant la Première Guerre mondiale, les populations étaient pratiquement à l'abri sitôt qu'elles se trouvaient à environ 10 kilomètres de tout front de bataille.



«Mini-Striper»

das ideale Gerät zum Markieren von Parkplätzen, Transportwegen, Sportplätzen, Sicherheitszonen usw.

- preisgünstig
- kein Unterhalt
- jederzeit betriebsbereit
- Breite der Striche von 4 bis 11 cm variabel
- Farben: Weiss, Gelb, Blau, Rot, Schwarz

Preise: «Mini-Striper» Fr. 395.–

12 Dosen Spezialfarbe Fr. 288.–

Mietgeräte ab Fr. 40.– pro Woche zuzüglich Farbkosten

STEINBOCK AG

für Transport- und Lagertechnik
Bergstrasse 49
8704 Herrliberg
Tel. 01/915 39 33

Cependant, les incursions des zéppelins allemands sur Londres et de l'aviation alliée sur Berlin annonçaient la nouvelle menace et l'on se préoccupa déjà au lendemain de 1918 du sort des populations civiles, surtout de celles des villes. Notre pays neutre, bien que remarquablement épargné dans ses œuvres vives au cours du conflit, ne resta pas insensible au problème, ému qu'il avait été au passage des trains de réfugiés civils et des malades qui venaient retrouver dans notre pays une nouvelle santé ou une nouvelle raison de vivre.

Durant l'entre-deux-guerres, les autorités fédérales se soucient à maintes reprises d'assurer à notre population la protection qu'elle est en droit d'attendre en cas de conflit armé toujours possible.

Le 29 septembre 1934 déjà, les Chambres fédérales adoptent le premier arrêté sur la défense passive de la population civile contre les attaques aériennes. Cet arrêté a été pris à la suite d'une conférence tenue le 5 décembre 1933 avec les autorités cantonales suisses qui ont clairement exprimé le vœu de voir la Confédération prendre en charge la préparation et l'organisation de toutes les mesures destinées à assurer la protection de la population civile du pays.

1936 a vu la création de la Division de la défense passive rattachée au Département militaire fédéral. Bien que la destinée ait voulu que les horreurs de la guerre nous soient épargnées au cours du deuxième conflit mondial, la défense passive a eu plus souvent qu'on ne se le rappelle, entre 1939 et 1945, l'occasion de recevoir son baptême du feu. Pendant que l'armée stationnait à nos frontières ou dans le réduit, les femmes et les hommes de la protection aérienne bleue assuraient chaque jour, et cela en plus de leur travail journalier, la permanence de l'alarme et se tenaient prêts à intervenir. Entre autres, le bombardement de Schaffhouse le 1er avril 1944, qui fit 40 morts et une centaine de blessés graves: pertes, sans doute, assez légères mais combien douloureuses, par suite de la violence de l'attaque et son effet surprise. Sans doute, si les habitants s'étaient mieux conformés aux prescriptions de la défense passive, ces pertes auraient encore pu être plus légères.

La protection aérienne bleue disparaît au lendemain de la Seconde Guerre mondiale; les abris s'enfoncent dans l'oubli et, en 1951, apparaissent les premières troupes de protection aérienne en gris-vert.

De plus, le Conseil fédéral, certain de

voir, un jour, la protection aérienne liée aux destinées de la défense nationale, demande au peuple suisse de lui accorder la base constitutionnelle définitive. Ce que le peuple accepte le 24 mai 1959 en votant l'article 22bis de la Constitution fédérale, article qui reconnaît que la législation sur la protection des personnes et des biens contre les conséquences de faits de guerre est du domaine de la Confédération.

Article 22bis

La législation sur la protection civile des personnes et des biens contre les conséquences de faits de guerre est du domaine de la Confédération.

Les cantons seront consultés lors de l'élaboration des lois d'exécution. Ils sont chargés de les appliquer sous la haute surveillance de la Confédération.

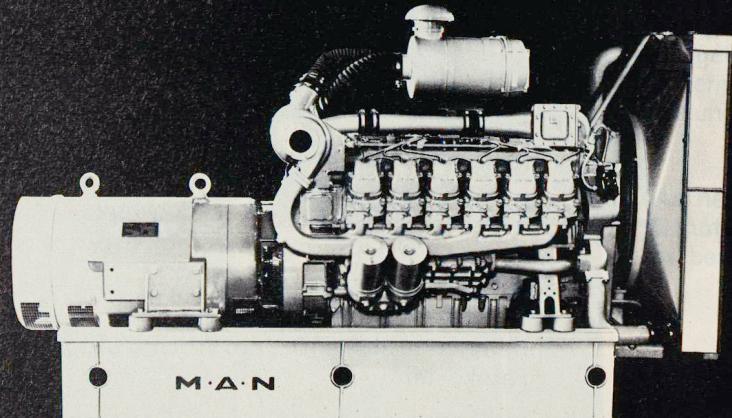
La loi fixe les subsides que la Confédération verse pour les frais occasionnés par la protection civile.

La Confédération est autorisée à instituer par la loi le service obligatoire pour les hommes.

Les femmes peuvent s'engager volontairement dans la protection civile; la loi règle les modalités d'application.

L'indemnisation, l'assurance et les allocations pour perte de gain des personnes servant dans la protection ci-

DIESEL-STROMAGGREGATE



Wir bieten Leistungsbereich von 40 bis 400 kW

moderne europäische Motoren technologie:

sparsam, zuverlässig, langlebig

konsequentes Baukastensystem

vom 4-Zylinder bis zum 12-Zylinder-Motor

vielseitige Ausrüstungsvarianten

ausgebauter Service

Wir liefern Einbaumotoren, komplette Aggregate als Notstromanlage, zur Spitzenstrom-Abdeckung, für Dauerversorgung

M·A·N

MAN-GHH (Schweiz) GmbH
Claramattweg 8 Telefon 061-33 30 33
CH-4005 Basel Telex 64 886 man ch

vile sont réglées par la loi. La loi règle l'emploi des organismes de la protection civile en cas de secours urgents. Les bases légales établies, l'Assemblée fédérale promulgue les deux lois qui reconnaissent que l'organisation de la protection civile est du ressort des autorités civiles et que, d'autre part, les mesures à prévoir le seront en coordination avec les autres partenaires de la défense nationale, que ce soit pour secourir et protéger la population touchée par des faits de guerre ou pour répondre aux conséquences d'une catastrophe survenue en temps de paix. D'où la loi fédérale sur la protection civile (loi d'organisation), entrée en vigueur le 1er janvier 1963, et la loi fédérale sur les constructions de protection civile, mise en application le 25 mai 1964.

En vertu de ces deux lois, le Conseil fédéral, le Département fédéral de justice et police et l'Office fédéral de la protection civile arrêtent les prescriptions d'exécution nécessaires. Le Conseil fédéral édicte les ordonnances

et arrêtés, le Département fédéral de justice et police rend d'autres ordonnances et directives, l'Office fédéral de la protection civile enfin, émet les directives et instructions à l'intention des cantons. L'ordonnance sur la protection civile et l'ordonnance sur les constructions de protection civile sont également adaptées à la conception 1971 de la protection civile et entrent en vigueur, sous leur forme révisée, le 1er janvier 1979.

Comme vous le constatez, la protection civile suisse est une cause relativement jeune qui n'a ni ses héros, ni ses martyrs, ni sa galerie d'ancêtres qui sont par l'exemple qu'ils ont été par leurs travaux, leurs exploits, leurs sacrifice, un garant de son existence. Elle se trouve sur la voie de la maturité, voie marquée par des expériences, des études, des essais. Elle reçoit sa dose de critique parfois constructive, parfois bienveillante, parfois moins et parfois aussi la reconnaissance due à une cause juste.

Et cela malgré cette mentalité bien

helvétique qui porte ceux de nos citoyens qui se trouvent bien calfeutrés entre deux montagnes ou isolés dans la campagne à croire que la protection civile est encore l'affaire des citadins:

- ceux qui se laissent guider par leur antipathie à l'égard de tout ce qui représente l'armée, tout ce qui en rappelle les structures ou les exigences;
- ceux qui ne veulent pas entendre parler de guerre parce que trop bien installés dans leur confort et pour qui, évoquer cette catastrophe, c'est évoquer un événement lointain dont on a perdu le souvenir;
- les adeptes d'une sorte de charité néo-chrétienne entachée d'un pacifisme de gauche et objecteurs par définition;
- les marchands de subversion;
- ceux qui veillent jalousement au sou du contribuable.

(A suivre.)

Portes ouvertes PC Grange-Falquet Chêne-Bougeries

Ecole de culture générale, chemin de Grange-Falquet
Vendredi 7 novembre 1980, de 19 à 21 heures
Samedi 8 novembre 1980, de 9 à 13 heures
Invitation cordiale à tous

Kernkraftwerk Leibstadt AG

Im Bereich unserer werksinternen Sicherheitsorganisationen suchen wir einen qualifizierten

Mitarbeiter

dem wir die Gebiete Brandschutz, Arbeitnehmerschutz, Hebezeuge und Aufzüge anvertrauen möchten.

Der Verantwortungsbereich umfasst vorerst die Führung, Einsatzplanung, Einsatzleitung und Ausbildung der Betriebsfeuerwehr, die Instandhaltung der Brandschutzeinrichtungen, der Aufbau und die Mitwirkung in der Betriebsschutzorganisation und in der Unfallverhütung sowie die Mitwirkung bei der Ausbildung an Hebezeugen. Bei Eignung besteht die Möglichkeit der Erweiterung des Aufgabengebietes.

Anforderungen:

- Ausbildung in praktisch-technischer Richtung
- mehrjährige Erfahrung als Feuerwehrhoffizier oder Feuerwehrinstruktor

Bewerber mittleren Alters, die bereit sind, sich mit technischem und menschlichem Verständnis in die Aufgabe einzuarbeiten, und die sich in absehbarer Zeit in der näheren Umgebung des Werkes niederzulassen gedenken, bitten wir um ihre schriftliche Bewerbung mit Lebenslauf, Zeugnisunterlagen, Foto und Gehaltvorstellungen an

Kernkraftwerk Leibstadt AG, 4353 Leibstadt

zuhanden von Herrn G. Schmid